



Migrating out of Poverty

Août 2019

RESEARCH PROGRAMME CONSORTIUM



Marabout d'un village de la région de Kolda tenant un chapelet. Le téléphone le relie aux migrants ou à leurs familles. À côté se trouve un livre et contre le mur une tablette appelée «Halwaa» sur laquelle sont écrits des versets sacrés.

Crédit photo: Malika Diagana



Le trafic de migrants en Casamance au Sénégal

Leçons clés

- La criminalisation du trafic de migrants n'a pas réussi à éliminer cette pratique.
- Les campagnes de sensibilisation sur les risques encourus ne dissuadent pas les migrants clandestins car le désir de migrer émane de motivations socioculturelles complexes.
- Des efforts doivent être faits pour ouvrir davantage de voies de migration légale et de circulation de main-d'œuvre.

Le phénomène de migration clandestine

Au milieu des années 2000, les ressortissants sénégalais représentaient la plus grande proportion de migrants clandestins interceptés en Méditerranée. Ces migrants clandestins, qui risquaient leur vie dans des bateaux voguant vers l'Europe, étaient décrits comme de jeunes hommes célibataires âgés de 20 à 29 ans, appartenant à la confrérie des Mourides

(branche de l'islam originaire de Touba au Sénégal) et au groupe ethnique wolof. Au cours de la décennie écoulée entre ces études et la présente recherche, il y a eu diversification des itinéraires et des ethnies des migrants sénégalais, suite à des changements de politiques et à l'émergence d'une industrie migratoire mieux établie. Les récits montrent que les voyages par voie terrestre via le Mali, le Burkina Faso et le Niger à destination du Maroc ou de la Libye sont tout aussi nombreux que la route maritime vers l'Espagne via la Mauritanie, sinon plus.

Une décision à haut risque

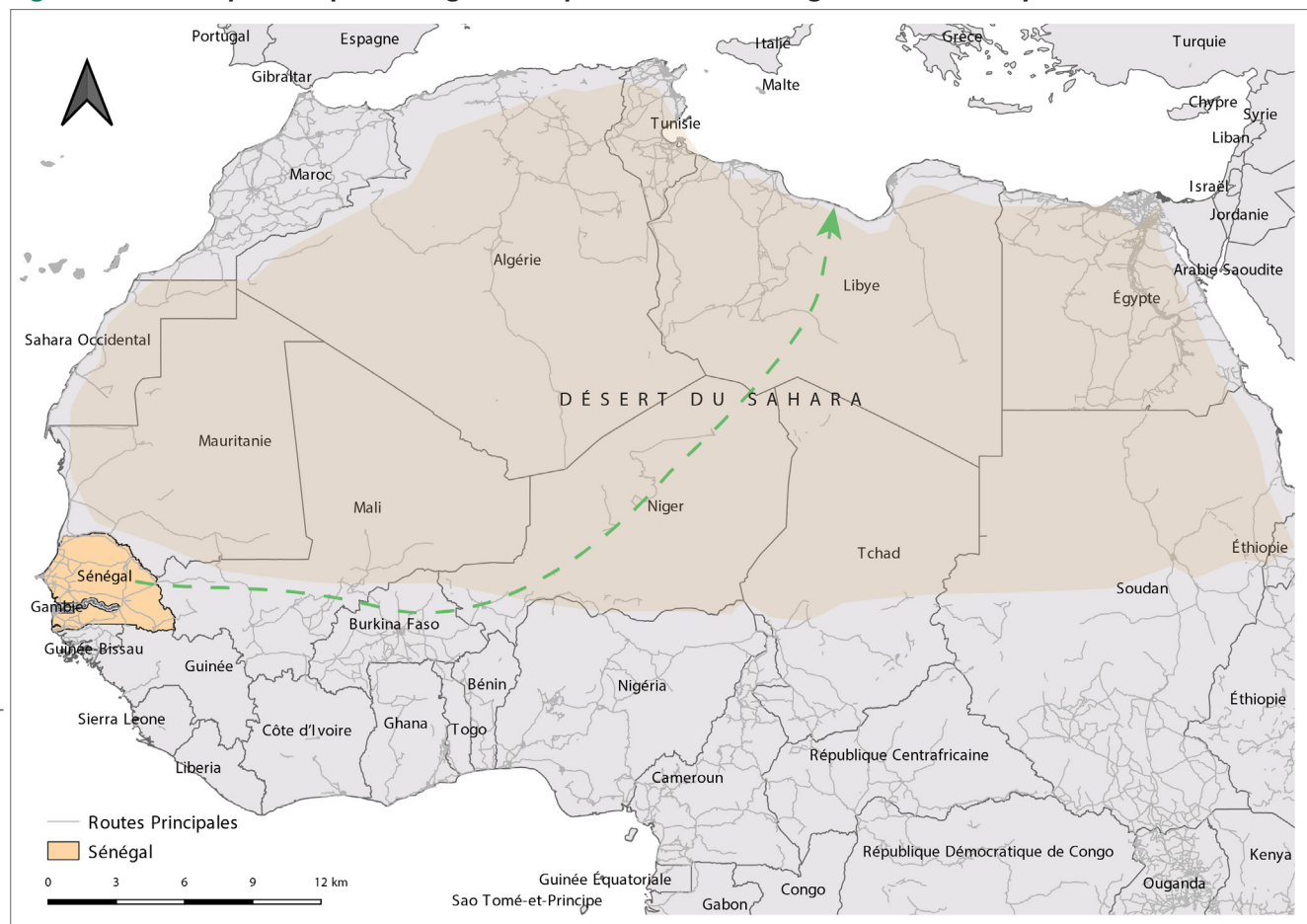
Les itinéraires et les profils de migrants s'étant diversifiés, les intermédiaires migratoires ont évolué. La présente recherche décrit la structure et le fonctionnement de l'industrie migratoire sénégalaise en 2019: fonction des acteurs à différents niveaux et dans différents lieux, relations sociales et transactions effectuées, type de relations entretenues et implications sur la qualité de vie des migrants. La recherche a été menée dans la région de Casamance au Sénégal par l'Université Assane Seck de Ziguinchor en collaboration avec l'Université du Sussex. La Casamance est un point de départ important de migrants vers la Libye et également un point de transit pour les migrants des pays voisins : Guinée-Bissau, Guinée Conakry et Gambie.

La dernière décennie a également vu l'intensification des contrôles aux frontières par des patrouilles maritimes ainsi que des mesures telles que la

Stratégie régionale de lutte contre la traite des êtres humains et le trafic illicite de migrants en Afrique de l'Ouest et du Centre (2015-2020) de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime. Toutefois, l'investissement et les efforts consacrés à ces mesures de contrôle n'ont pas entraîné une baisse de la migration clandestine car l'industrie migratoire s'est adaptée aux nouveaux contrôles et les «victimes de la traite» sont notoirement difficiles à identifier sur le terrain. Un autre objectif de la recherche était donc de montrer comment la migration clandestine s'est organisée dans ce contexte de renforcement des contrôles de la migration vers l'Europe.

La recherche a été menée dans quatre régions: la région de Kolda (Medina Yoro Foulla, départements de Vélingara et Kolda), la région de Sédhiou (département de Goudomp et localité de Tanaf), la région de Ziguinchor (département de Oussouye, localité d'Elinkine) et la région de

Figure 1 Route empruntée par les migrants en provenance du Sénégal vers la côte libyenne



Crédit: Reitumtse Selepe



Tambacounda (ville de Tambacounda). Bien que ne faisant pas partie de la Casamance, cette dernière a été incluse car de nombreux intermédiaires y sont installés. Des entretiens ont été menés avec des migrants potentiels (18), des migrants retournés et rapatriés (26), des familles de migrants (12), six passeurs et quatre organisations de la société civile. Toutes les personnes interrogées étaient des hommes. L'objectif était d'interroger un nombre égal d'hommes et de femmes, mais l'équipe de recherche n'a réussi à parler à aucune femme migrante et tous les hommes interrogés ont nié l'existence de femmes migrantes. La migration des femmes vers l'étranger est stigmatisée à Kolda en raison de la croyance que les migrantes doivent vendre leur corps pour survivre. Ces stéréotypes sur la migration féminine ont été renforcés par des émissions radio traitant de la vulnérabilité des migrantes à être exploitées sexuellement. Les entretiens avec des passeurs confirment que les femmes peuvent utiliser le sexe de manière transactionnelle pour obtenir une protection et un passage sûr ; cependant, cette activité n'est pas forcément contrainte.

Les entretiens au point de départ montrent que la décision de migrer est prise en dépit des risques élevés, la migration étant considérée comme le seul moyen d'échapper à une vie sans avenir. Migrer est considéré comme essentiel à la réalisation des rêves et de la vision d'un avenir plus prospère. À cette motivation s'ajoute le concept de masculinité avec le désir d'être un bon père de famille et/ou un bon fils, mais la migration est également perçue comme un moyen d'éviter des moyens déshonorants de gagner sa vie. Un père dit qu'il préférerait que son fils émigre plutôt que de vendre du bois illégalement et ainsi attirer la honte sur lui-même et sa famille:

Soit il partait ou bien il se serait mis dans des situations compliquées comme par exemple vendeur [de bois] et trafiquant entre le Sénégal et la Gambie. Imaginez la honte que j'aurais eue dans mon entourage si toutefois il tombait dans les traverses de la délinquance. Il fallait qu'il parte.

La structure de l'industrie de la migration

L'industrie de la migration à Kolda est caractérisée par une pluralité d'acteurs travaillant ensemble ou indépendamment et pouvant jouer des rôles variables en fonction des besoins du moment et de leur capacité à trouver des solutions innovantes à un problème particulier. Par conséquent, il est plus utile de comprendre comment ils fonctionnent dans un système que de les considérer comme des entités distinctes avec des hiérarchies bien définies. Les motivations lucratives et altruistes se superposent parfois, mais nous classerons les acteurs comme altruistes ou lucratifs en fonction de leur motivation prédominante. Les acteurs altruistes se trouvent au lieu de départ et comprennent : amis et membres de la famille, rapatriés et expulsés donnant des conseils sur les lieux de passage aux frontières, les modes de transport à utiliser, la préparation du voyage, les choses à emporter, comment éviter d'être volé et exploité en cours de route, et où se loger en route. Ces acteurs n'attendent généralement pas de rémunération financière, mais le migrant peut contracter des «dettes culturelles» dans le cadre de systèmes sociaux de réciprocité, qu'il conviendra de rembourser à l'avenir à un moment indéterminé.

Les acteurs lucratifs incluent les marabouts (chefs spirituels), les *cokseurs* qui travaillent dans les gares routières et à divers points de transit, distinguent les migrants avec une grande attention et les recrutent pour des chauffeurs particuliers, les officiers de police aux frontières, et dans le cas de migration maritime, les capitaines de pirogue et les pêcheurs qui aident à construire les bateaux. Le projet d'un migrant potentiel commence souvent par un travail pour économiser de l'argent ou par la vente de terres ou d'animaux pour financer son voyage. Les familles peuvent ou non être impliquées à ce stade et plusieurs migrants ont déclaré être partis sans prévenir personne, de peur que leur projet soit interdit par leur parents. Ceux-ci hésitent à soutenir la migration clandestine car les dangers sont bien connus. Certains soutiennent le projet et consultent des marabouts ou d'autres médiums pour assurer la protection de

leur enfant; ils paient entre 100.000 et 150.000 francs CFA pour ce service. Le marabout peut également demander des offrandes: le sacrifice d'un coq ou d'une chèvre qui servira à préparer un repas pour toute la communauté. C'est une façon de mettre la chance de son côté en faisant de bonnes actions. Des gris-gris (amulettes ou porte-bonheurs) et des potions magiques sont donnés en préparation du voyage pour «forcer le destin» et éviter le rapatriement qui est l'échec ultime. Forcer son destin, c'est aussi rechercher une protection contre le vol, les escroqueries et tous les autres dangers du voyage. Le migrant porte donc en lui les espoirs d'un grand nombre de proches.

Un voyage long et compliqué

À partir de ce moment, le migrant passe d'un acteur lucratif à un autre, à commencer par les agences qui se présentent comme des spécialistes du transport de migrants en Europe. Il peut s'agir de voyagistes dont les activités sont devenues clandestines depuis que la facilitation de la migration a été criminalisée. De nombreux passeurs sont basés à Tambacounda. Le dernier à commercer ouvertement faisait payer 150.000 francs CFA pour le passage d'un migrant en Libye. Ensuite ces agences contactent des *cokseurs* et des chauffeurs qui acheminent clandestinement les migrants vers certains "ghettos" situés aux points de transit où les intermédiaires ont des intérêts financiers. Tout cela se fait sous la surveillance intéressée et bienveillante de la police.

Les *cokseurs* recrutent souvent les migrants sur la base de leur langue et de leur appartenance ethnique, car ils utilisent celle-ci pour établir le contact et mettre les migrants en confiance. Ils utilisent les langues locales pour les saluer, tels que *nagandef* en wolof ou *diarama* en puular. Ils se servent de téléphones portables et de technologie numérique pour inciter les migrants à les choisir comme intermédiaires ; ils montrent des photos Facebook d'Africains qui ont l'air heureux en Europe et des messages WhatsApp envoyés par des supposés migrants pour remercier le *cokseur* de la réussite de leur voyage. Ces stratagèmes sont utilisés pour faire croire aux migrants que le *cokseur* connaît des intermédiaires qui vont les acheminer en Italie ou en Espagne en toute sécurité.

Ils n'hésitent pas à profiter de la peur et de l'angoisse des migrants pour leur faire conclure un accord. Les *cokseurs* sont payés par les chauffeurs mais il leur arrive également d'extraire de l'argent des migrants, par exemple en leur vendant des cartes SIM à prix d'or.

Coûts élevés mais aucune garantie de sécurité

Une fois les migrants dans le véhicule, les chauffeurs les conduisent dans des ghettos dont ils connaissent les responsables. Les ghettos sont des relais et sont généralement organisés sur la base de la nationalité. Pour entrer dans le ghetto, les migrants doivent payer aux *cokseurs* locaux un droit d'entrée de 20.000 à 100.000 francs CFA. Il y a des *cokseurs* peul, wolof, mandingue et diola qui s'occupent des migrants de ces groupes ethniques. Les ghettos sont surpeuplés et leurs conditions de vie sont mercenaires. Tout sentiment d'appartenance à une communauté soudée y disparaît et il y a un manque total de confiance ou d'aide mutuelle. Comme le remarque un migrant, «Chacun pour soi et Dieu pour tous». Ceux qui n'ont pas d'argent doivent travailler pour ne pas mourir de faim. Les migrants travaillent comme vendeurs de café, laveurs de vêtements, coiffeurs et petits négociants ; ils effectuent aussi des tâches non rémunérées, comme la cuisine et le nettoyage du ghetto. Chaque nationalité a un représentant appelé le «chef» qui est relié par d'autres intermédiaires à un passeur particulier. Seuls les habitants des ghettos sont mis en contact avec les chauffeurs pour la suite du voyage. À partir de ce moment, les migrants sont fermement enrôlés dans un réseau d'intermédiaires. Bien que l'hébergement dans les ghettos soit géré par les intermédiaires avec l'argent des migrants, ceux-ci sont traités comme des esclaves captifs. Les chefs du ghetto connaissent l'arabe et négocient les conditions de passage avec les chauffeurs qui viennent souvent de Libye. Les chefs collectent l'argent des migrants et leur disent de se rendre à un point de départ convenu, mais certains migrants racontent qu'ils se font escroquer et que le voyage ne se concrétise pas. En utilisant leurs contacts, les chefs aident également les migrants à obtenir de faux passeports au Mali moyennant 50.000 francs CFA.



La traversée du désert se fait en «combat» dans des véhicules de type pick-up, surchargés et conduits par des passeurs armés de kalachnikovs. Les armes servent à protéger les passeurs non seulement contre les voleurs, mais également contre les migrants qu'ils transportent car ils craignent une forte solidarité entre eux et s'arment pour éviter toute rébellion lors de la traversée du Sahara. Les conditions dans le désert sont extrêmement dangereuses et précaires. Les passeurs attachent des bâtons sur les côtés du véhicule ce qui procure un piètre support aux migrants qui voyagent debouts ou perchés sur les côtés. Les chauffeurs des pick-up sont sans pitié ; si un migrant perd l'équilibre et tombe hors du véhicule, ils ne s'arrêtent pas pour le secourir parce qu'ils ont déjà été payés et qu'il n'existe aucun contrôle légal ou moral contre de tels comportements dans le désert.

À chaque poste frontière, les migrants doivent payer une "taxe" à la police. Le passage de la frontière du Burkina Faso est le plus coûteux et le plus difficile; les migrants paient en moyenne 40.000 francs CFA à la frontière. Au Niger et au Mali, le passage coûte environ 30.000 francs CFA. De plus, ils donnent des billets de 1.000 ou 2.000 francs CFA aux différents points de contrôle tout au long de la route jusqu'à Tripoli. La police des frontières est partie prenante du système et ponctionne encore plus d'argent au lieu de protéger les migrants.

Les voyages par mer sont tout aussi angoissants. Des pirogues sont construites avec l'aide de pêcheurs locaux et on y entasse des migrants. Les techniques de navigation sont rudimentaires ; seul le capitaine dispose d'une boussole et d'un téléphone. Les crises d'angoisse et les accidents, avec des migrants qui tombent ou sont poussés à la mer, sont monnaie courante.

Il est difficile d'estimer avec précision les coûts liés au voyage, d'autant plus qu'ils peuvent varier en fonction des négociations entre le migrant et les différents intermédiaires et les différents taux proposés. Nos recherches montrent qu'en moyenne, au point de départ, le migrant emporte une somme variant de 105.000 à 250.000 francs. Au fur et à mesure qu'il avance le long des routes migratoires, les dépenses augmentent jusqu'à des sommes de 900.000 à 1.500.000 francs.

D'autres fonds importants peuvent être nécessaires si le migrant est immobilisé en transit ou kidnappé en cours de route. Le compatriote sénégalais ou le voisin gambien qu'un migrant voyait comme une aide et un soutien est souvent impliqué dans l'enlèvement de migrants, en complicité avec des Libyens, afin de réclamer une rançon. Généralement, les migrants sont battus et téléphonent à leurs familles qui réunissent désespérément l'argent pour qu'ils soient relâchés. L'argent est transféré directement à l'intermédiaire par le biais de Western Union ou d'Orange Money. En attendant sa libération, le migrant est traité comme un esclave.

Une question de hasard et de chance dans un environnement mercenaire

En l'absence de protection juridique et dans un environnement totalement mercenaire, les conséquences de la migration clandestine dépendent du hasard et de la chance. Il n'est donc guère surprenant que les migrants et leurs familles accordent une telle confiance aux bénédictions des marabouts. Ceux qui survivent et réussissent à rassembler assez d'argent pour arriver en Europe sont les plus chanceux. Beaucoup trouvent la mort dans le désert ou en mer et d'autres sont rapatriés. Les rapatriements répétés peuvent forcer les gens à rester sur place et à reprendre leurs activités initiales d'agriculture et d'élevage, mais cela n'arrête pas leur désir d'émigrer.

Les parcours migratoires des Sénégalais de Kolda sont rarement linéaires ou rapides. Des voyages interrompus avec de longs séjours aux points de transit sont monnaie courante. Dans certains cas, les voyages peuvent durer plusieurs années. Dans un cas extrême, un migrant issu d'une famille d'agriculteurs de subsistance a été migrant pendant 20 ans, trouvant du travail à chaque étape et étant rapatrié à trois reprises. À son expulsion du Mali en 2017, il avait vécu et travaillé au Burkina Faso, au Niger, en Algérie, au Maroc, en Tunisie, au Cameroun, en Côte d'Ivoire et en Afrique du Sud.

Ces récits sont très différents de ceux des migrants clandestins au Ghana. Bien qu'eux aussi jouent avec la mort et soient volés en cours de route, leurs trajets sont plus courts et suivent des itinéraires établis,

et ils ne disent pas avoir été blessés autant par les intermédiaires et les passeurs. Les raisons de ces différences ne sont pas tout à fait claires à ce stade de l'analyse, mais une explication possible est la nature moins organisée et moins développée de l'industrie migratoire au Sénégal où la balance du pouvoir est encore détenue par les intermédiaires et les passeurs.

Les coûts élevés et l'imprévisibilité extrême de la migration clandestine ont autant de conséquences économiques et psychologiques pour la famille que pour le migrant. Avant d'être contactés par les passeurs, les familles ignorent généralement que leur migrant a été emprisonné. Leur inquiétude est amplifiée par les émissions diffusées régulièrement à la radio, les témoignages et les campagnes de sensibilisation menées par les organisations non gouvernementales sur les dangers de la migration.

Implications en terme de politiques

Il existe une vaste infrastructure clandestine associant des acteurs étatiques et non étatiques, où les rôles se superposent et les frontières sont floues.

Les mêmes acteurs, tels que la police des frontières, peuvent jouer des rôles à la fois officiels et officieux, ce qui pose des difficultés au gouvernement. La criminalisation semble avoir servi principalement à créer davantage de possibilités de trafic et de profit plutôt que d'éliminer les pratiques des passeurs et de leurs réseaux. Dans un pays où près de 40% de la population est pauvre et où la qualité de vie à laquelle aspirent les jeunes ne peut pas être obtenue chez eux, il n'y a pas de moyen facile de s'attaquer aux «causes profondes» de la migration clandestine. Un examen plus sérieux et honnête des forces mondiales qui sous-tendent le (sous) développement international est nécessaire pour commencer à identifier des solutions durables à la situation actuelle.

La création de nouvelles voies de migration légale permettrait d'éviter certaines des souffrances extrêmes auxquelles sont confrontés les migrants et de réduire le recours à des passeurs. Il est nécessaire de revoir les programmes de migration temporaire, car ils pourraient offrir des avantages aux pays d'émigration tels que le Sénégal et aux pays ayant un déficit de main-d'œuvre en Europe.

Remerciements

Ce bulletin politique est basé sur une recherche financée par le DFID et le Royaume-Uni sur laquelle repose le document de travail: Gueye, D. et Deshingkar, P. (2019), «*Chacun pour soi et Dieu pour tous*»: trafic de migrants, cokseurs, ghettos et voyages interrompus hors du Sénégal, Document de travail de Migration Out of Poverty, Brighton: School of Global Studies, Université du Sussex.

Ce document est le produit d'un projet financé par une subvention du gouvernement britannique. Les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement les politiques officielles du gouvernement britannique.

© University of Sussex, School of Global Studies, 2019



Ceci est un bulletin politique en libre accès distribué selon les termes de la licence Creative Commons Attribution 4.0 International (CC BY), qui permet une utilisation, une distribution et une reproduction sans restriction sur tout support, à condition que les auteurs originaux et la source soient cités, et que toute modification et adaptation soit indiquée. <http://creativecommons.org/licenses/by/4.0/legalcode>



Migrating out of Poverty

University of Sussex • Arts B365 • Brighton BN1 9QN • United Kingdom

Tel +44 1273 873 535 Email migrationrpc@sussex.ac.uk Website <http://migratingoutofpoverty.dfid.gov.uk/>

Twitter <https://twitter.com/MigrationRPC> Facebook www.facebook.com/migratingoutofpoverty

Blog <http://migratingoutofpoverty.blogspot.com/>